AUGMENTONS NOS SALAIRES
RELEVONS LA TÊTE! LA LUTTE PAIE!

En 2022, des mouvements de grève pour des augmentations de salaires ont obtenus victoire chez Leroy-Merlin, Décathlon, Labeyrie, la SNCF. Des travailleuses et travailleurs sans-papiers de nombreuses entreprises ont obtenu leur régularisation, donc l'amélioration à moyen-terme de leurs conditions de travail et de salaire. Le patronat de la restauration a été contraint d'augmenter de 16 % en moyenne les grilles salariales. Au Royaume-Uni, depuis juillet, les grèves contre la vie chère se multiplient : ports, trains, Amazon, métro… D'autres menacent dans l'éducation ou chez les infirmières.
Pour que nos salaires augmentent, il faut que les luttes ne soient pas seulement menées entreprise par entreprise, lieu de travail par lieu de travail, mais toutes et tous ensemble, en même temps, dans la rue !

JEUDI 29 SEPTEMBRE, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE !

MANIFESTATION À 14 H À DENFERT-ROCHEREAU

Départ commun du 18e à 12 h, Dépôt RATP rue Belliard, M° Cligancourt

Blocage des salaires depuis 10 ans, ça suffit !

Dans tous les secteurs, depuis des années, les salaires stagnent alors que tous les prix augmentent : loyers, transports publics, gaz, électricité, carburant, produits alimentaires…
Aussi bien dans la fonction publique que dans le secteur privé, les petits et moyens salaires ne permettent plus de vivre correctement. Les inégalités explosent. Les femmes comme les personnes racisées en sont bien souvent les premières victimes. Et ce n'est pas la ridicule augmentation du SMIC en 2021 qui va combler ce fossé. Mais que deviennent les richesses que nous produisons ? Où va cet argent qui ne nous revient plus ?
Du côté des plus riches par contre, les dividendes continuent d'augmenter, malgré la crise du Covid. Entre mars 2020 et mars 2021 la fortune des milliardaires français a augmenté de plus de 40 % (Oxfam). En 2021, les dividendes versés aux actionnaires des 120 plus grandes entreprises françaises ont augmenté de 42 %. Soit 52 milliards d'euros directement versés dans la poche des plus riches (*les Échos*).
Comme le disait Macron, il n'y a pas « d'argent magique », c'est juste qu'il est un peu coincé, ces derniers temps, dans les poches des gros patrons et des actionnaires.
Notre galère finance leur paradis (fiscal).

Pour nous : la galère

Ce grand détournement joue sur nos vies à plein de niveaux. Quand les riches nous font les poches, ça n'a pas que des conséquences sur notre pouvoir d'achat. Les statuts sont toujours plus précaires ; les conditions de travail se dégradent : manque de personnel (à cause des suppressions de postes comme du manque d'attractivité des salaires), manque de moyens et de matériel, surcharge de travail, management par la pression et la culpabilisation… Ce sont aussi des cotisations sociales en moins pour financer nos retraites, notre sécurité sociale, notre chômage… autant de biens communs qui sont notre richesse.
Or depuis quelques années, on voit les allocations (Caf, chômage…) sombrer. La nouvelle réforme de l'assurance chômage qui s'annonce va aggraver la situation. On voit, dans le 18e comme ailleurs, de nombreux services publics fermer leurs portes (comme le centre des impôts Boucry en 2022) et les files d'attente s'allonger dangereusement. Et la liste n'est pas finie ! L'hôpital Bichat est aussi menacé (fermeture de nombreux services prévues pour 2028), sauf si une mobilisation des personnels et des habitantes et habitants du quartier nous permet de gagner !
La plupart des « cadeaux » faits par l'État ou le patronat à certains secteurs sous la forme de prime ou d'heures supplémentaires défiscalisées, n'en sont pas vraiment. Les primes ne participent pas au financement des biens publics par les cotisations. C'est bien pour cela qu'il faut se battre pour nos salaires et pas pour ces miettes.

DESTRUCTION DES SERVICES PUBLICS : DÉFENDONS NOTRE BIEN COMMUN !

Le 18e est l'un des arrondissements les plus peuplés de Paris. Les grands projets d'urbanisation (Chapelle internationale, Chapelle Charbon, Hébert…) vont encore contribuer à augmenter la population. Or, depuis des années, la liste est longue des services publics de proximité (ou anciens services publics) qui ont fermé : CPAM rue Boucry, CPAM rue des Cottages, Poste rue Tristan-Tzara, Pôle Emploi Damrémont, Pôle Emploi Coysevox, accueil public EDF Bd Barbès, accueil public SNCF rue Ordener, etc.
Avant ces fermetures, ces services ont subi les effets de l'abandon des pouvoirs publics et de la « rationalisation » du travail (avec l'augmentation de la pression sur les employé·es), impliquant la dégradation des conditions de travail des salarié·es et des conditions d'accueil du public.

Bichat et Boucry

C'est maintenant au tour de l'hôpital Bichat et du service des impôts de Boucry d'être menacés de fermeture. Les hôpitaux Bichat et Beaujon (Clichy) doivent fusionner au sein d'un grand site hospitalo-universitaire à Saint-Ouen d'ici 2028. Cela va entraîner la suppression de 30 % de lits et de 1 000 postes ainsi que la disparition des services des urgences et de maternité sur le 18e. Ce qui proprement hallucinant en période de pandémie !
La fermeture du centre des impôts Boucry et la réaffectation des personnels au centre Grandes-Carrières va occasionner la réduction du personnel dédié à l'accueil des particuliers. Quant au service d'accueil des entreprises, il sera tout simplement transféré dans le 19e.

Conséquence sur la population

La politique de dématérialisation complique les démarches à faire sur internet pour une grande partie de la population qui subit une perte d'accès aux droits sociaux.
La suppression de lits d'hospitalisation qui réduit l'offre de soins et l'éloignement des sites de prise en charge ont des conséquences graves sur la santé et l'espérance de vie. L'augmentation des files d'attentes devant l'ensemble de ces services d'accès aux droits est impressionnante. Elle montre que ces services sont indispensables aux habitant·es et ne doivent pas disparaître.

Face à la crise : des services publics de proximité et de qualité

Dans nos quartiers, nous constatons au quotidien les effets de la crise économique, sanitaire et sociale que nous traversons. De plus en plus d'habitant·es se trouvent plongés dans la précarité, perdent leurs revenus, ont des difficultés à payer leur loyer… Face à cette situation, seuls des services publics renforcés, de proximité et de qualité seront capables de protéger les personnes fragilisées. Les milliards de fonds publics mobilisés par le gouvernement pour venir en aide au grand patronat doivent être mis au service de la population. L'argent public nous appartient, les services publics sont nos biens communs. Défendons-les !

Retrouvons-nous :

Tous les lundis / Assemblée générale de 18e en lutte. À 18 h 30, UL CGT du 18e, 42, rue de Clignancourt, M° Château-Rouge.

Sept. 29 **Jeudi 29 septembre / Manifestation intersyndicale pour les salaires.** À 14 h, départ Denfert-Rochereau. Départ commun du 18e à 12 h, dépôt RATP rue Belliard, Porte de Clignancourt.

18e EN LUTTE

COLLECTIF INTERPRO DU 18E ARRONDISSEMENT, soutenu par :
MAIL : **CONTACT@INTERPRO18.QUICKUP.ORG** – FACEBOOK : **18E EN LUTTE**

cgt · CGT ENERGIE PARIS · CNT · ANC · cercle manouchian · ZSP 18e · NPA